

Comment vaincre l'islamisme et la radicalisation ?



Le 3 octobre 2019 a eu lieu une attaque terroriste islamiste au cœur même du combat contre le terrorisme, au sein du service de renseignement de la Préfecture de police de Paris. Mais contrairement à d'autres attentats, cette attaque montre une réelle difficulté pour nos institutions à détecter la radicalisation islamiste. En effet, l'auteur du crime n'est autre que Mickaël Harpon, un homme qui travaillait au sein même du service de renseignement... Il aura eu le temps de tuer quatre de ses collègues avant d'être abattu à son tour par un policier stagiaire... Pourtant il semble que certains agents aient déjà eu quelque doute sur sa possible radicalisation auparavant, effectivement l'auteur des faits aurait montré une attitude hostile envers les femmes de son entourage et se serait réjoui de l'attaque terroriste de Charlie Hebdo en 2015... Les employés de la préfecture n'ont cependant pas accordé autant d'attention qu'ils auraient dû à ses propos, afin de ne pas être suspectés, à tort, d'islamophobie...

Cet acte d'une violence extrême et ces enseignements sociétaux ont donc relancé le débat sur la lutte contre l'islamisme et la radicalisation.

Jean-Luc Marret, maître de recherche à la fondation pour la recherche stratégique, l'essayiste et consultant Hakim El Karoui, et la sociologue et directrice de l'association *Dialogue citoyens* Ouisa Kies nous proposent tous les trois des solutions qu'ils espèrent efficaces pour vaincre la menace de la radicalisation islamiste, solutions proposées sous la forme de trois tribunes publiées le 12 octobre 2019 dans *Le Monde*.

Jean-Luc Marret met en garde dans sa tribune contre la simplicité à laquelle « certains » recourent pour combattre l'islamisme et prévenir la radicalisation. Selon lui, les politiques et les médias s'attardent sur des « signes faibles ou forts de radicalisation » qui ne peuvent pas donner lieu à la mise en place de solutions efficaces sur le long terme. Ce professeur pense en effet que la radicalisation est un processus bien plus complexe, « non

linéaire et multi variable ». « Le simple est l'ennemi du mieux », c'est-à-dire que malgré l'utilité de la simple détection de ces signes, il faut essayer de comprendre la radicalisation pour mieux la combattre. Par ailleurs, il dénonce aussi les accusations de folie que les médias et les politiques mettent souvent en avant après une attaque, faisant croire à l'« acte isolé d'un fou » quand il s'agit apparemment d'une attaque terroriste car cela pourrait endormir la méfiance des citoyens sur le danger que représente le terrorisme. Cette folie est différente de la folie de l'acte que s'empressent de relayer les médias, plus profonde et caché par une rationalité apparente de l'individu. Ce procédé de dissimulation de la radicalisation est appelé « taqîya », et pour remédier à ce problème, du moins dans les prisons, Jean-Luc Marret propose de prendre en exemple certains pays. Ainsi en Suisse le fait qu'il y ait un gardien pour un détenu permet une connaissance totale de l'individu, quant aux Pays-Bas la taqîya est rendue inefficace par des mesures draconiennes mais efficaces.

Hakim El Karoui quant à lui s'attaque à l'islam politique. Il rappelle que les financements étrangers qui permettent à l'islam de s'implanter en France déclenchent une vague d'hostilité contre les musulmans en plus des attentats terroristes, ce qui est une des causes de la montée de l'extrême droite. Pour prévenir cela, cet essayiste demande à l'Etat d'agir en s'adressant aux musulmans, afin que ces derniers se rapprochent des valeurs de la République. Il préconise également, tout comme Jean-Luc Marret, une évolution des campagnes de sensibilisation à la radicalisation en ne s'arrêtant pas uniquement sur des signes de radicalisation « faibles », qui ne sont pas toujours de véritables preuves de radicalisation. Il dénonce le laxisme de l'Etat et des autorités compétentes sur les problèmes de financement étrangers présents dans l'islam de France notamment des détournements de fonds et un non-contrôle de certains secteurs de production musulmans. Il conseille fortement aux musulmans de respecter, comme le font les catholiques, la loi de 1905. Par ailleurs, il suggère de la « moderniser » pour effectuer un meilleur contrôle sur cet argent venu de l'étranger.

De plus, il dénonce l'islamisme comme étant un islam politique, « une idéologie, un projet politique » qui s'amuse à entretenir l'amalgame avec le véritable islam et ce au profit de l'extrême-droite. Hakim El Karoui précise que ce projet est en opposition totale avec les valeurs républicaines de la France. Il appelle donc à un « combat idéologique » contre l'islamisme d'une manière « républicaine d'un côté et musulmane de l'autre ». Il demande alors aux musulmans de France qui sont les principales cibles des islamistes, pas comme des cibles à éliminer mais à convertir à leur idéologie, de combattre ce nouvel obscurantisme comme l'ont fait les républicains dans la passé avec la mise en avant de la raison. De plus, le consultant sollicite les médias afin qu'ils accordent aux musulmans les moyens de s'exprimer et de se défendre contre l'islam radical devant tous les Français. En effet, pour lui, le fait que les musulmans se montrent silencieux sur ces sujets « augmente les discriminations dont ils sont victimes ». Les musulmans doivent donc se rendre eux-mêmes dans les mosquées pour y en chasser les imams salafistes et ceux qui les suivent, prêcher un « islam éclairé » aux jeunes et dans les prisons, et financer avec leur argent la formation d'imams préconisant un véritable islam et permettre ainsi un islam de France.

Pour Ouisa Kies, l'exemple de l'attaque de la Préfecture de police est effrayant de signification car la radicalisation semble toucher des individus nombreux bien que minoritaires et surtout très différents. La sociologue nous met en garde contre les « recruteurs radicaux » qui peuvent agir absolument n'importe où, même dans nos institutions publiques. Elle rejoint les avis de Jean-Luc Marret et Hakim El karoui, en proposant comme solutions à cette radicalisation qui touche notre société la mise en place « d'action de prévention à la radicalisation », par la création « d'espace d'écoute et de dialogues ». Cela permettrait donc selon elle de prévenir la radicalisation avant qu'elle ne survienne. Des signes quant aux raisons de la radicalisation de certains individus nous seraient également donnés par ce moyen et pointeraient du doigt les lacunes de la société aux yeux de ces individus. La directrice de l'association *Dialogue citoyen* souligne également le mal-être des jeunes générations qui ne se reconnaissent pas dans les partis politiques et peuvent être tentées d'appartenir à un groupe communautaire. Comme l'essayiste El Karoui, elle dénonce la montée du salafisme, qui séduit de plus en plus ces jeunes en quête d'identité que la société a déçus. La sociologue interpelle les politiques qui semblent d'après elle concentrés sur les problèmes de radicalisation dans les prisons, alors qu'elle touche la société dans son entièreté. Elle déclare que « l'acte violent par un individu n'est pas une condition de sa radicalisation », en effet elle donne une liste très claire de tous les éléments qui peuvent conduire à une radicalisation sans que la violence physique soit directement présente : « Les antécédents de violence, les frustrations, les griefs, l'action prosélyte, l'isolement et le sentiment d'injustice alimenté par des faits ». Elle en conclut que, malgré l'opposition salafiste-républicain développée par Hakim El Karoui, le simple fait d'être antirépublicain n'est pas non plus une preuve de radicalisation. Elle se réjouit qu'en dépit des difficultés qu'il pourrait y avoir à faire la différence entre radicalisé et simple musulman, les services de renseignements y parviennent et déjouent par la découverte de radicalisation des attentats islamistes. En revanche il est tout de même inquiétant de constater, après l'attaque de la Préfecture, que cette efficacité des services de renseignement pourrait être remise en cause. Ouisa Kies termine sa tribune en incitant toute personne ayant des doutes sur la radicalisation d'un individu à en référer aux autorités compétentes, qui pourraient ainsi prendre en charge ces possibles radicalisés, et prévenir plus facilement d'un attentat.

Au vu de ce qui précède, nous voici donc avec de nombreuses solutions pour remédier à la radicalisation, plus ou moins faciles à mettre en œuvre. Jean-Luc Marret, Hakim El Karoui et Ouisa Kies s'accordent pour favoriser le dialogue, pour découvrir les motivations des islamistes radicaux, pour inciter les populations à ne pas être gênées à l'idée de dénoncer des cas de radicalisation et ainsi préserver l'unité nationale face à l'islamisme politique et à la radicalisation.

Alban MIQUEL (1^{ère} 2), le 30 octobre 2019